



Westminster & City News

NUMÉRO 19

Du 8 mai au 14 mai 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le déficit budgétaire britannique pourrait atteindre 17 % du PIB pour l'année fiscale 2020-21 – Une **nouvelle estimation** des coûts des mesures de soutien du gouvernement par l'OBR confirme l'augmentation en continu des dépenses courantes du gouvernement. Le coût total du soutien à l'économie serait de 123,2 Md£ pour 2020-21, contre une estimation de 103,7 Md£ à mi-avril. La réévaluation du coût provient notamment de l'extension jusqu'à fin octobre du mécanisme de chômage partiel (+ 11Md£) et de l'ajout d'une provision contre les défauts des prêts aux entreprises garantis par le gouvernement (+ 5 Md£). D'après un document interne du *HM Treasury* dévoilé par *The Telegraph*, le gouvernement britannique envisagerait ainsi un déficit budgétaire de l'ordre de 337 Md£, une prévision bien plus élevée que celle de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR) à mi-avril à 273 Md£ et celle du Budget de mars à 55 Md£. Le document soulignait également la perspective de recourir à des mesures de hausse de la fiscalité, de gel des salaires publics ou de baisse des dépenses publiques de l'ordre de 25-30 Md£ afin de ramener le déficit à un niveau soutenable à moyen-terme.

La consommation des ménages aurait chuté de 36,5 % en avril après - 6 % en mars – D'après les données de Barclaycard, les dépenses au profit du secteur du tourisme et des bars, pubs et clubs auraient été les plus réduites, de - 50 % et - 97 % respectivement. En revanche les dépenses dans les supermarchés ont augmenté de 14,3 % et celles en contenus et abonnements digitaux de 50 %. Ces tendances ont été confirmées par l'enquête du *British Retail Consortium* qui indique que les ventes totales britanniques ont baissé de 19,1 % en avril. Les ventes non-alimentaires en magasin ont enregistré une baisse de 36 %, alors que les ventes alimentaires augmentaient de 6 %. Les ventes en ligne ont augmenté à un niveau record, à + 60 % en avril. BRC s'attend à ce que l'engouement des ménages pour la vente en ligne se poursuive après la fin du confinement.

Le PIB britannique s'est contracté de 2 % au T1 2020 selon la première estimation de l'ONS – L'activité du secteur des services a diminué de 1,9 % tandis que la production industrielle a chuté de 2,1 %, en baisse pour un quatrième trimestre consécutif. L'activité du secteur de la construction a diminué de 2,6 %. Du côté de la demande, la consommation privée et la consommation publique se sont comprimées de 1,7 % et 2,6 % respectivement. La formation brute de capital fixe a également été réduite, de 1 %, reflétant à la fois une baisse de l'investissement privé et public. Au mois de mars, l'activité britannique s'est contractée très sévèrement de l'ordre de 5,8 %, alors même que les mesures de restriction sociale ont été mises en œuvre 9 jours en mars. L'hôtellerie-restauration, le secteur le plus affecté par les mesures de distanciation sociale, a enregistré une chute de 31 % de son activité.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Le gouvernement britannique réitère ses positions sur le processus d'octroi d'équivalences financières – Dans une **lettre** datée du 23 avril au comité parlementaire chargé d'évaluer les projets de législation européenne déposés

au Parlement, le secrétaire d'État au HMT John Glen confirme le souhait du gouvernement britannique de mettre en place un "processus structuré" entre l'UE et le RU concernant le potentiel retrait d'équivalences. En outre, le gouvernement, qui va soumettre des demandes au sein de l'ensemble des régimes d'équivalences existants, a confirmé son objectif de conclure les évaluations avec l'UE d'ici juin 2020. En parallèle, le gouvernement a publié ses [objectifs](#) de négociation concernant un potentiel accord commercial avec le Japon. Il souhaite notamment favoriser les exportations de services financiers britanniques au Japon, qui s'élèvent aujourd'hui à 4 Md£ par an. L'accord pourrait couvrir des domaines telles que le transfert des données financières et la coopération en matière de réglementation financière.

Des recapitalisations pourraient être nécessaires pour soutenir les entreprises endettées dans l'après-crise –

Dans une [lettre](#) destinée à la BoE, l'association pour les services financiers TheCityUK prévient que les entreprises britanniques auront accumulé entre 90 Md£ et 105 Md£ de dette « non viable » d'ici mars 2021, dont 10 Md£ à 20 Md£ proviendraient des dispositifs de prêts garantis par l'État (CBILS et CLBILS). Confrontées à une baisse de leurs chiffres d'affaires, de nombreuses PME n'ayant pas accès aux marchés financiers auront besoin de restructurer leurs dettes pour survivre. Recapitalisation Group, un comité de travail sous l'égide de TheCityUK, fera des propositions au gouvernement et à la BoE sur les outils privé et public disponibles (annulation de dette, subventions, instruments hybrides, recapitalisation...) pour soutenir les entreprises dans le besoin après la crise.

Les personnels des services financiers seraient peu exposés aux risques de contamination –

Selon l'*Office for National Statistics* (ONS), entre le 9 mars et le 20 avril, il y a eu 4 décès liés au coronavirus en Angleterre et au Pays de Galles parmi les personnes répertoriées en qualité de gestionnaires ou directeurs d'institutions financières. Boris Johnson a [encouragé](#) les personnes qui le pouvaient à poursuivre leurs activités en télétravail et le personnel des grandes institutions financières en fait partie dans la très grande majorité. D'autres [données](#) de l'ONS montrent que les professionnels des services financiers ont un faible risque de contracter le Covid-19 au travail car leurs fonctions impliquent une faible proximité avec les autres.

BANQUES & ASSURANCES

Le moratoire de 3 mois sur les paiements des prêts à l'habitat pourrait être prolongé, selon The Times –

Alors que les moratoires sur les paiements des prêts prendront fin cet été, la FCA envisage de prolonger le gel des paiements des prêts à l'habitat de 12 à 18 mois. Depuis le début de la crise, la FCA s'est assurée que les mesures de soutien aux ménages étaient appliquées de manière uniforme par le secteur bancaire. Celle-ci souhaite désormais éviter que des milliers de personnes ayant contracté des prêts à l'habitat ne se retrouvent en défaut de paiement, ce qui pourrait conduire à des repossessions de logements. Cette mesure risque toutefois de conduire à un accroissement non soutenable de la dette chez certains particuliers en augmentant leurs intérêts, qui continueront à s'accumuler durant la période de moratoire. Selon The Times, les banques pourraient séparer leurs clients en différents groupes afin de mieux cibler les mesures de soutien en fonction des profils de crédit.

Le gouvernement va garantir de manière temporaire les contrats d'assurance-crédit –

Face aux risques d'une hausse des primes ou d'annulation de certains contrats de la part des assureurs, le [gouvernement](#) va mettre en place un accord de réassurance publique de l'assurance-crédit. Ce schéma couvrira les entreprises domestiques et exportatrices ayant recours à leur assurance en raison de difficultés rencontrées par leurs partenaires commerciaux en lien avec le Covid-19. Il entrera en œuvre fin mai et sera en place jusqu'à la fin de l'année. En attendant plus de détails sur le fonctionnement du mécanisme, notamment en termes de partage de risques, les associations représentant le secteur de l'assurance (ABI) et de l'industrie (CBI) ainsi que les principaux assureurs-crédit ont accueilli favorablement cette nouvelle.

Revolut fait face à une restructuration de ses équipes dans le cadre de la crise du coronavirus –

La Fintech fait face aux départs de plusieurs de ses cadres dirigeants depuis le début de la pandémie, tous au sein du département *People Operations*, chargé de la politique de ressources humaines et du bien-être au travail. Les responsables de la culture d'entreprise, de la mobilité mondiale, de l'environnement, de la santé et sécurité, de la formation et du développement, et de la communication interne ont ainsi quitté leurs fonctions alors qu'ils avaient rejoint Revolut depuis quelques mois seulement. Ces départs s'inscrivent dans un contexte de pression constante du PDG Nikolay Storonsky, qui souhaite maintenir des objectifs ambitieux de rentabilité malgré la pandémie, et envisagerait le rachat de Fintech rivales touchées par la crise. Malgré la mise en place en avril d'un système

« d'échange de salaires » où le personnel peut obtenir des actions en échange d'un salaire net inférieur et le renoncement à leurs salaires par les cofondateurs, 60 personnes sur les 2200 employés vont être licenciées.

Le montant des prêts garantis par l'État dans le cadre de la crise du coronavirus s'élève à 15Md£ – Le HMT a [publié](#) les derniers chiffres sur le montant des prêts accordés par les banques dans le cadre du plan de soutien gouvernemental. Près de 15Md£ ont été décaissés à plus de 304 000 entreprises : 8,7 Mds£ ont été octroyés à 268 000 entreprises via le *Bounce Back Loan* qui se concentre sur les TPE/PME (soit une moyenne de 38 000 prêts par jour) et 6 Mds£ ont été décaissés à près de 36 000 entreprises via le *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* pour lequel les prêteurs ont simplifié les modalités d'accès afin de permettre à plus d'entreprises d'en bénéficier mais également à celles ayant déjà candidaté de pouvoir se reporter sur le *Bounce Back Loan*.

S. Javid, ancien Chancelier, appelle les banques à maintenir leurs lignes de crédits après la crise – Dans un [entretien](#) à la chaîne Sky News, Sajid Javid a averti que la prévision de la BoE d'une reprise en « V » serait difficile à atteindre et que les banques devraient montrer leurs capacités à injecter du capital dans l'économie au moment de la reprise. Selon S. Javid, l'économie britannique a besoin de banques qui ne sont pas simplement capables d'absorber les pertes et de « résister à la tempête », mais qui sont en mesure de prêter aux entreprises britanniques, en particulier aux PME. Il n'exclut pas que le gouvernement envisage de « forcer » les banques à lever plus de capitaux pour faciliter les prêts. Il a également fortement critiqué le recours aux *bad banks* après la crise financière.

Starling Bank et Funding Circle s'associent dans le cadre des prêts garantis par l'Etat – Les deux Fintech ont annoncé leur association dans le but de fournir 300M£ de prêts aux PME dans le cadre du *Coronavirus Business Interruption Loans Scheme* (CBILS). Starling prêtera par l'intermédiaire de Funding Circle aux côtés d'autres investisseurs institutionnels, donnant ainsi accès au financement à plus de 4 000 PME au RU. Les deux entreprises ont déclaré que ce partenariat leur permettra de distribuer plus d'argent aux entreprises plus rapidement. En plus de fournir des prêts CBILS, qui sont disponibles pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires allant jusqu'à 5 M£, Starling participe également au programme de *Bounce Back Loans* qui fournit des prêts entre 2 000 et 50 000 £ aux PME.

L'épidémie de Covid-19 va entraîner des pertes historiques pour le secteur de l'assurance – Selon [Lloyd's of London](#), le coût de la crise liée à l'épidémie de Covid-19 pour l'industrie mondiale de l'assurance s'élèverait à 203 Md\$ (107 Md\$ de pertes en lien avec les indemnités et 96 Md\$ de pertes provenant de la volatilité sur les marchés) ; un chiffre historique comparable à l'impact des ouragans de 2005 et de 2017 aux États-Unis sur le secteur. Le montant des indemnités versées par Lloyd's en lien avec la crise est estimé entre 3 Md\$ et 4,5 Md\$, mais pourrait s'aggraver en cas de prolongation du confinement dans certains pays.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 14 mai 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.